



Orientation Budgétaire 2024

Propos introductifs

- **Introduction**

Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

- **Objectifs du DOB :**

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

- **Dispositions légales :** contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (*Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT*). L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale (*CAA Marseille, 19/10/1999, «Commune de Port-la-Nouvelle»*).

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions (pour toutes les collectivités et tous les établissements en M57)
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Propos introductifs

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (*TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolfe; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (*T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses*).

- **Rapport d'orientation budgétaire :**

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Propos introductifs

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

- Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.
- L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.
- Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

Propos introductifs

- **Délibération**

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

- **Compte-rendu de séance et publicité**

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (*TA Montpellier, 11/10/1995, «BARD/Commune de Bédarieux»*).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ...

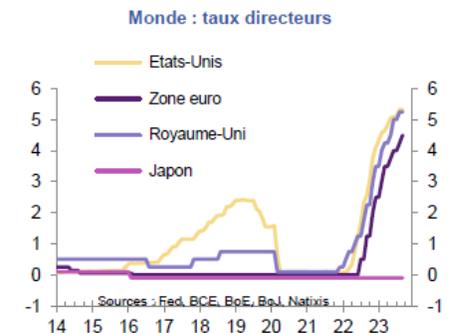
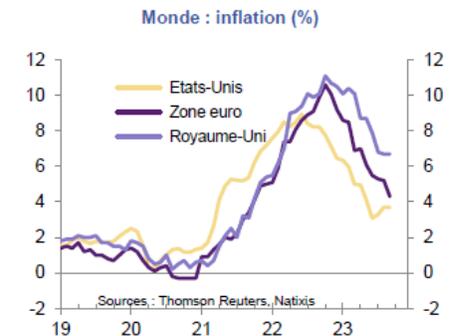
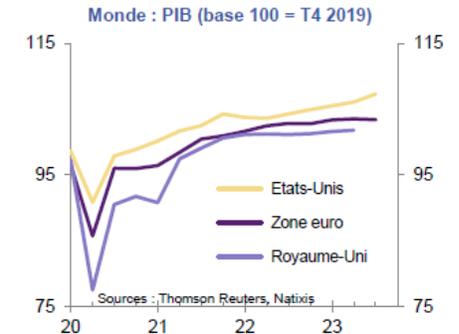
Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Sommaire

- **1. Contexte général : situation économique et sociale**
 - Situation globale
 - Situation de la collectivité
- **2. Situation budgétaire de la collectivité**
 - Recettes de fonctionnement
 - Dépenses de fonctionnement
 - Section d'investissement
 - Synthèse et perspectives RH
- **3. Orientations et Programmation des investissements de la collectivité**
 - Projets « récurrents »
 - Projets pluriannuels
 - Budget prévisionnel 2024
- **Annexes**
 - Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement 2015-2023
 - Caractéristiques de la Commune

Monde : une croissance modérée en 2023

- Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. En effet, couplés au net ralentissement de l'inflation engagé depuis le T4 2022, les discours des banquiers centraux ont donné des signaux forts de pause ou de fin de cycle de resserrement monétaire pour une période prolongée. Même si la baisse de taux a été amorcée dans certains pays émergents, nous n'envisageons pour l'instant pas un tel scénario dans les économies développées avant 2024. L'impact des cycles de resserrement monétaire a continué de peser sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial. En zone euro, le PIB est entré en zone de contraction au T3 à -0,1% T/T, après +0,3% au T2 et +0,1% au T1.
- Après 10 hausses successives, la BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire le 26 octobre. L'inflation (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, à 4,3% en septembre, après un pic de 10,6% atteint en octobre 2022. Au Royaume-Uni, après un pic à 11,1% en octobre 2022, l'inflation (IPC) reflue plus vite qu'anticipé, à 6,7% en septembre, en lien avec la réduction de l'inflation énergétique, mais reste à des niveaux élevés. L'activité s'est montrée peu dynamique à +0,2% T/T au T2 après +0,3% au T1. Aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale n'a plus augmenté le taux des fonds fédéraux depuis juillet, l'inflation (PCE) a continué de reculer, atteignant 3,7% en septembre, contre 6,3% en janvier, ne donnant aucune raison à la FED d'agir davantage. La résilience de l'activité américaine depuis début 2023 a surpris, avec notamment une première estimation de PIB à +4,9% au T3, en grande partie tiré par la consommation des ménages. Cette robustesse n'apparaît toutefois que temporaire. En Chine, suite à la sortie de la stratégie stricte du «zéro covid» fin 2022, l'amplitude du rebond a déçu lors du premier semestre 2023. Toutefois, l'activité a surpris à la hausse au T3 à +4,9%. Deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation du marché immobilier préoccupante et une inflation (IPC) qui oscille autour de 0%, indiquant une demande stagnante.

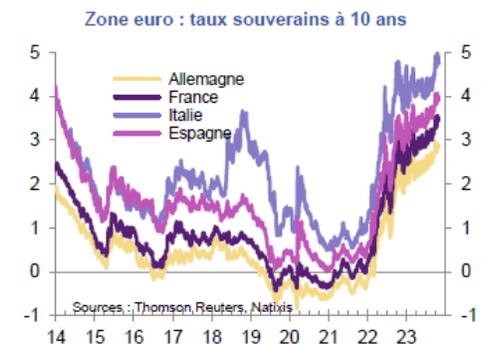
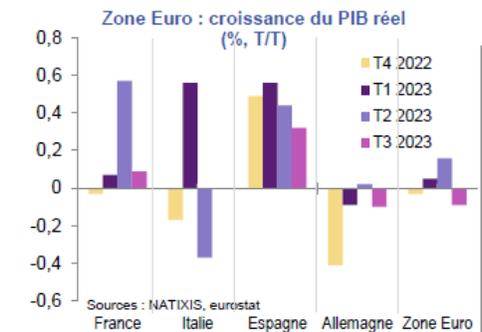
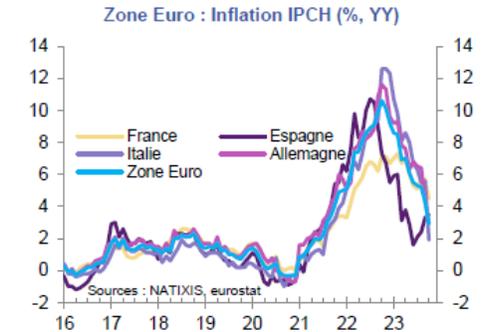


Zone euro : la dynamique de désinflation se poursuit

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB au deuxième semestre de 2022, conduisant sa progression annuelle à +3,4%, la croissance en zone euro est restée faible au premier semestre de 2023 sur fond d'inflation persistante et de resserrement des contraintes financières. Au T1 et au T2, elle était stable à +0,1% T/T en raison de la stagnation de la consommation privée (+0% aux deux trimestres) et de la faiblesse de l'investissement (+0,3% au deux trimestres). Inertes au T1 (+0%), les exportations se sont contractées au T2 (-0,7%) et ont été en partie contrebalancées par une contribution positive des variations de stocks (+0,4 point). Au deuxième semestre, la croissance économique restera atone face à un climat des affaires qui se stabilise à un faible niveau, et au moral des consommateurs qui continue de se dégrader. La première estimation du PIB du T3, à -0,1% T/T le confirme et le T4 s'annonce à peine positif. La croissance devrait ainsi s'établir à +0,5% sur l'ensemble de 2023 avant d'accélérer à +1% en 2024.

Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année 2023 a tiré l'inflation globale (HICP) à 8% au T1-2023 puis à 6,2% au T2 après s'être établie à 8,4% sur l'ensemble de l'année 2022. La modération de l'inflation devrait se poursuivre au deuxième semestre de 2023 pour atteindre +5% au T3, +3,9% au T4 et 5,8% sur l'ensemble de l'année.

Cette évolution constitue un risque haussier au scénario de croissance de la zone euro car elle confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire. En ce sens, nous prévoyons une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne après l'été prochain, qui devrait relâcher les contraintes sur les investissements couplées à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation. Parallèlement, le taux d'épargne des ménages reste élevé et supérieur à son niveau pré-pandémique, moteur potentiel d'une reprise retardée de la consommation lorsqu'il se stabilisera ou recommencera à baisser.



France : la croissance est plus résiliente qu'attendu

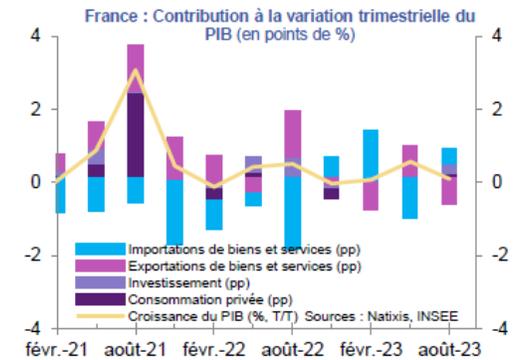
Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022 (+2,6% après +6,8% en 2021), la croissance économique s'est montrée plus forte qu'attendu au premier semestre de 2023, sur fonds de dynamisme du commerce extérieur.

Après avoir stagné au premier trimestre (+0% T/T), la croissance économique a retrouvé des couleurs au T2 atteignant +0,5% T/T, malgré l'inflation persistante (IPCH à 6,1% T/T au T2 après 7% au T1), notamment grâce à la bonne performance des exportations (+2,7% T/T après -1,7%) (livraison du paquebot géant Euribia au croisiériste MSC fin mai). La croissance a été plus modeste au T3 2023, avec une hausse de seulement 0,1% T/T en première estimation et des évolutions opposées à celles du T2 en termes de contribution à la croissance.

Cette faible performance cache en effet des évolutions favorables de la demande intérieure, avec en premier lieu, le rebond de la consommation des ménages. Après une croissance nulle au T2, elle a augmenté de 0,7% sous l'effet du rebond de la consommation alimentaire qui repart à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse.

L'autre bonne nouvelle concerne l'accélération des dépenses d'investissement des entreprises, en hausse de 1,5% au T3, après + 0,9% au T2. L'investissement des ménages a quant à lui stoppé son repli (+0,1%) après 4 trimestres consécutifs de baisse. Ainsi, la demande intérieure finale hors stock accélère et contribue positivement à la croissance du PIB (+0,7point après +0,2 au T2).

A l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance ce trimestre du fait du repli des exportations (-1,4% après +2,4% T/T) et d'une moindre baisse des importations. Ces résultats confortent le scénario d'une croissance proche de 1% en moyenne cette année.



France	2022	2023 (p)
PIB (GA, %)	2,6	1,0
Consommation privée (GA, %)	2,3	0,8
Consommation publique (GA, %)	2,5	0,8
Investissement (GA, %)	2,3	2,1
Investissement des entreprises (GA, %)	3,8	4,3
Investissement des ménages (GA, %)	-1,2	-3,5
Exportations (% GA)	7,4	1,4
Importations (GA, %)	8,8	0,6
Commerce extérieur (contrib., PP)	-0,7	0,2
Inflation (IPC, %)	5,2	4,9
Inflation sous-jacente (hors énergie, alim., non transf) (%)	3,8	5,5

Sources : INSEE, NATIXIS



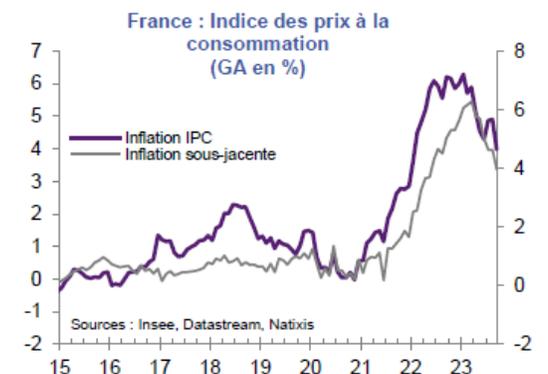
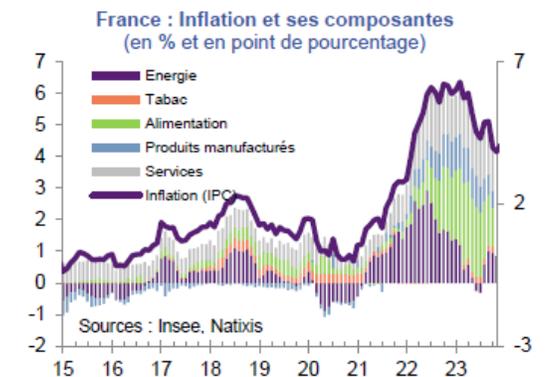
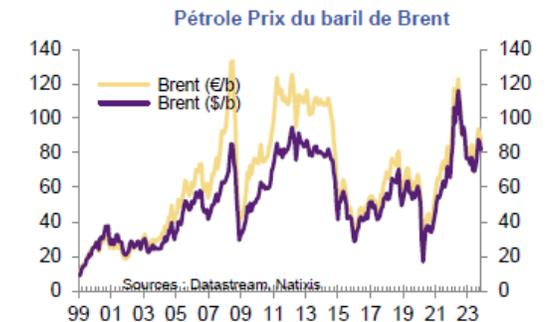
France : le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique. L'inflation globale annuelle s'était ainsi établie à +5,9%, parmi les plus faibles observées dans l'Union Européenne. En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1er janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de l'IPCH global atteint à +7,3% sur un an en février 2023.

Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France. Après le pic de février, l'IPCH s'est ainsi replié à +5,1% en juillet, avant de rebondir légèrement à +5,7% en août (taux inchangé en septembre). Sur le T3 2023, l'inflation (IPCH) a atteint +5,5% en moyenne, après +6,1% au T2 et +7% au T1. L'inflation sous-jacente reflue également, elle s'établit à +4,6% en septembre et 4% en octobre, après un pic atteint en avril à 6,3%.

Ce reflux est lié à une modération notable de l'inflation des principales composantes des prix. L'inflation alimentaire a ainsi ralenti pour le sixième mois consécutif (+9,7% en septembre contre +15,9% en mars), repassant sous le seuil des 10% pour la première fois depuis septembre 2022. Les prix de l'énergie ont également nettement ralenti jusqu'au mois de juillet (-3,7% en GA), avant de rebondir ensuite (+11,9% en septembre), en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation de 10% au 1er août des tarifs réglementés de l'électricité.

Le contexte de tensions croissantes au Moyen-Orient et d'incertitudes, pourrait constituer un risque haussier sur le scénario d'inflation, notamment énergétique, à très court terme. Nous pensons que la hausse des prix du pétrole pourrait être un frein à la désinflation sans pour autant en inverser la tendance.

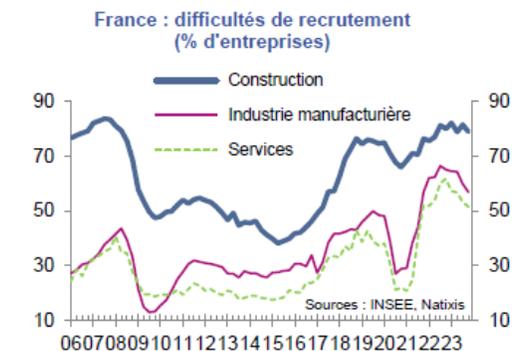
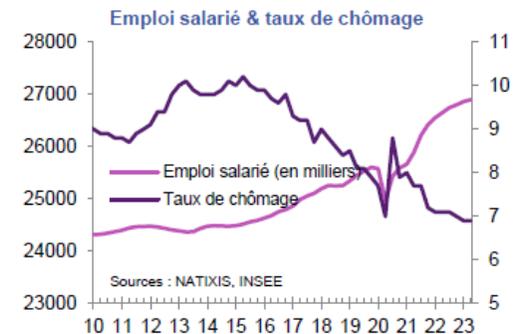
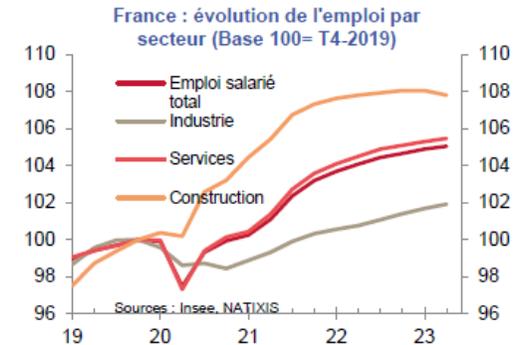


France : les perspectives d'emploi restent favorables

La hausse de l'emploi a été plus modérée en 2022 avec la création d'environ 443 000 emplois (+1,5% après +3,9% en 2021) portée par l'emploi salarié privé qui a connu des ralentissements dans toutes ses sous-composantes, plus marqués dans les secteurs des services aux entreprises, de l'hébergement-restauration et des services aux ménages. En 2023, l'évolution du marché du travail reste favorable malgré un ralentissement lié à la baisse de régime de l'activité économique et de l'essoufflement du dispositif de l'apprentissage. Après avoir progressé de 0,4% T/T au T1, l'emploi salarié a fortement ralenti au T2 pour être quasi stable à +0,1% T/T dans le secteur privé comme public. Les premiers chiffres du T3 ont indiqué une légère baisse de l'emploi salarié privé: -17 700 emplois, soit -0,1% T/T. La baisse est concentrée dans l'intérim (-15 300, soit -1,9 % T/T, après -4 300, soit -0,5 % au trimestre précédent) tandis que l'emploi salarié privé hors intérim est stable (-2 300 soit 0 % après +16 500, soit +0,1 % au T2 2023). Au T3, seule l'industrie a créé des emplois (+6400) contre -18600 dans le tertiaire (marchand et non marchand) et -4800 dans la construction. Sur un an, l'emploi salarié reste en hausse de 0,7% en GA, soit 138800 emplois.

Au T2 2023, le taux de chômage a très légèrement augmenté à 7,2% de la population active, après 7,1% T1 (son niveau le plus bas depuis le T2 1982). En outre, la part du nombre de personnes se situant dans le halo du chômage s'est stabilisée à 4,7% après 4,6% au T1, mais a augmenté de 0,3 point sur un an. La part des personnes se trouvant dans une situation de sous-emploi est également stable sur le trimestre à 4,5% après 4,4% tandis que le taux d'activité des 15-64 ans s'est maintenu à son plus haut historique (73,9%).

A horizon 2024, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient également contribuer à un ralentissement de l'emploi.



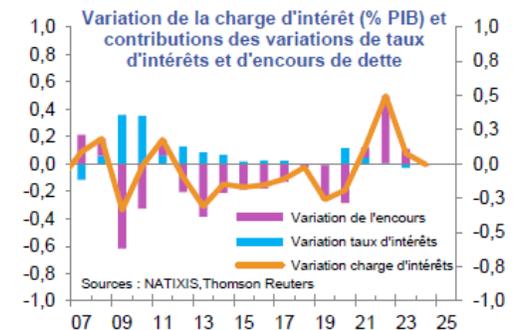
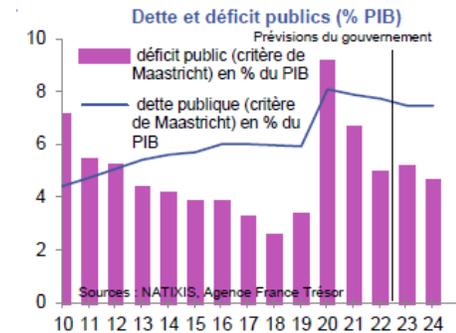
France : Le rétablissement des finances publiques sera lent

En 2022, le déficit public s'est maintenu à un niveau élevé (-4,7% du PIB contre -3,1% en 2019) en raison des mesures de lutte contre l'inflation. Début 2023, il s'est stabilisé à -4,7% au T1 2023 et a légèrement diminué à -4,6% au T2.

D'après le Projet de Loi de Finances 2024 (PLF 2024) présenté par le gouvernement, le déficit et la dette publics se rétabliront graduellement. La fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique devrait contribuer à la réduction du déficit public à -4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024. En 2023, cela se traduira par une baisse de 7,1 milliards d'€ des dépenses publiques par rapport à 2022, tandis que la fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité contribuera à une baisse des dépenses publiques de 14,8 milliards d'€ en 2024. La hausse des salaires des fonctionnaires et le financement de la transition énergétique contribuent au maintien d'un déficit élevé (-2,7% à horizon 2027).

Après avoir atteint un record sans précédent à 114,6% en 2020, le ratio dette/PIB a baissé à 111,8% en 2022. Au T1-2023, il était en hausse à 112,5% pour revenir à son niveau de 2022 au T2. Le gouvernement prévoit une réduction du ratio à partir de 2025 à un rythme très modéré pour atteindre 108,1% en 2027, bien en deçà des attentes de la Commission européenne et plus lente que celle des autres grands pays de la zone euro.

La trajectoire des finances publiques décrite par le gouvernement repose sur des hypothèses optimistes et reste soumise à des facteurs sous-jacents haussiers. De nouvelles coupes budgétaires structurelles sont à prévoir pour une réduction significative du déficit public à long terme et pour le rétablissement du ratio dette/PIB sur une trajectoire soutenable, d'autant plus que la charge de la dette restera élevée sous le double effet de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation de son encours.



		2022	2023f
Croissance du PIB réel	% , GA	2,5	1,0
Déficit public	% PIB	-4,7	-4,9
Recettes publiques	% PIB	53,5	51,0
Dépenses publiques	% PIB	58,2	55,9
Dette publique	% PIB	111,8	109,7
Prélèvements obligatoires	% PIB	45,4	44,0

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Ce support présente les principales mesures concernant le secteur public local contenues dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 et dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, tels qu'ils ont été présentés en Conseil des ministres le 27 septembre 2023. Les amendements pris en compte au titre du PLF sont ceux pour lesquels le Gouvernement engage sa responsabilité, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. En janvier 2024, à l'issue du vote des textes définitifs, une version actualisée de cette présentation sera mise à votre disposition, avec l'aperçu de l'environnement macro-économique.

L'absence de majorité présidentielle contraint à un processus répétitif d'adoption des lois de finances à coup de 49.3 avec des débats régulièrement interrompus mais féconds en amendements.

Voici, déjà annoncé en 2022, le projet de loi de programmation des finances publiques. Son objectif est de calibrer le retour de la France dans les clous européens de déficit et d'endettement. Message à l'Union et aux agences de notation, la trajectoire proposée, très élaborée, est-elle réalisable quand les crises récentes ont escamoté la précédente velléité? Tout dépendra de la macro-économie, mais aussi de la volonté politique dans un contexte national complexe avec en vue les élections de 2027.

La transition écologique s'impose dans les lois de finances successives. Le rapport Pisani-Ferry Mahfouz a mis des chiffres - qui évolueront - sur son coût. Notre secteur public local, principal pourvoyeur d'infrastructures de nos territoires, va voir ses investissements fortement progresser. Conséquence, il faut de nouveaux indicateurs. Une série d'amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de budget vert. La dette verte apparaît elle-aussi dans le texte. En effet, il faut financer ces transitions. Les tensions sur les ressources, dotations mais aussi fiscalité (DMTO) et sur les charges (point, énergie...) contraignent l'autofinancement. Le niveau des taux et les tensions sur la liquidité limitent le recours à l'emprunt classique.

L'urgence des enjeux de transition amène des investisseurs privés ou publics à proposer de la ressource à des conditions attractives, pour des projets très cadrés. Ainsi, la BEI distribue avec le réseau Caisse d'Epargne des financements spécifiques: eau et assainissement, efficacité énergétique, mobilité durable, mais aussi rénovation des équipements sportifs, à la veille des JOP de Paris 2024 dont, avec le Groupe BPCE, Caisse d'Epargne est partenaire premium.

Cadrage macro-économique de la LPFP

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027.

A cet égard, la trajectoire d'évolution du solde public est définie globalement et spécifiquement pour chaque sous-secteur de l'administration de la manière suivante :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Solde public effectif	-4,8	-4,9	-4,4	-3,7	-3,2	-2,7
dont administrations publiques centrales	-5,2	-5,4	-4,7	-4,3	-4,2	-4,1
dont administrations publiques locales*	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,2	0,4
dont administrations de sécurité sociale	0,4	0,7	0,6	0,7	0,9	1,0

Ainsi, pour dégager 0,4 point de PIB d'excédent budgétaire en 2027, les dépenses des Administrations publiques locales* (APUL) doivent baisser dans le PIB de 1 point sur cette période.

Trajectoire des APUL	2022	2023	2024	2025	2026	2027
En % PIB						
Dépenses	11,2	11,1	11,0	10,8	10,5	10,2
Recettes	11,2	10,8	10,7	10,7	10,6	10,6
Solde	0,0	-0,3	-0,3	-0,1	0,2	0,4

* Les APUL comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (CCAS, caisses des écoles, SDIS, collèges, lycées, chambres consulaires ...)

L'objectif d'évolution de la dette publique est, quant à lui, défini de la manière suivante :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Dette publique (en points de PIB)	111,8	109,7	109,7	109,6	109,1	108,1
dont contributions des :						
administrations publiques centrales	92,2	91,6	92,4	93,5	94,5	95,4
administrations publiques locales	9,3	9,0	8,9	8,8	8,3	7,6
administrations de sécurité sociale	10,2	9,1	8,4	7,4	6,3	5,1

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Les montants annuels prévisionnels des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales sont fixés de la manière suivante :

- **Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales**

L'État s'assure de la contribution des collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement :

L'objectif d'évolution correspond à l'inflation diminuée de 0,5 point.

Cette évolution est exprimée à périmètre constant et en valeur. Elle est calculée en tenant compte des budgets **principaux** et **annexes**.

Pour les départements, ces dépenses réelles de fonctionnement sont retraitées des dépenses liées au revenu de solidarité active (RSA), à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et à la prestation de compensation du handicap (PCH).

La création d'un Haut conseil des finances publiques locales permettra, notamment, le suivi de la mise en oeuvre annuelle de cet objectif.

(en millions € courants)	2023	2024	2025	2026	2027
Concours financiers	54 953	54 391	54 959	55 666	56 043

	2023	2024	2025	2026	2027
Evolution des dépenses réelles de fonctionnement (%)	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- Hausse des transferts financiers de l'État aux collectivités dans le PLF 2024**

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars, le nouveau fonds d'accélération de transition écologique reconduit pour 2024, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent 105,1 milliards € dans le PLF 2024 à périmètre courant, en hausse de 1,2 % (+ 1,2 Mds €) par rapport à la LFI 2023.

- Concours financiers de l'État (54 Mds €)**

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT) et la TVA des régions.

En Mds € - A périmètre courant		PLF 2024 : 105,1 (LFI 2023 : 103,8)	
Fiscalité transférée	38,7 (38,3)	Financement de la formation professionnelle	0,8 (0,8)
Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage		2024 : 68 (2023 : 67,2)	
Subventions autres ministères	6 (6)	Dégrèvements législatifs	4,3 (4,6)
		Amendes de police	0,6 (0,6)
		Fonds vert	2,5 (2)
Concours financiers de l'État aux collectivités locales		2024 : 54 (2023 : 53)	
Prélèvements sur recettes dont	44,8 (45,6)	Mission RCT dont	4,3 (4,3)
DGF	27,1	TVA des régions	5,4 (5,1)
FCTVA	7,1	DGD	1,406
DCRTP	2,8	DETR	1,046
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	4	DSIL Communes et groupements	0,570
Dotation régionale d'équipement scolaire	0,661	DSI Départements	0,212
Comp. exonérations fiscales	0,664	DPV	0,150
		Comp. régions frais de gestion TH	0,293

Source : jaunes budgétaires 2024

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Ces concours financiers progressent par rapport à 2023, sous l'effet du dynamisme des concours et de nouvelles mesures :

- le PLF renforce son soutien aux collectivités avec la pérennisation du fonds vert augmenté à 2,5 milliards €
- afin de réduire les délais de délivrance des cartes d'identité et passeports, l'État augmente la dotation pour les titres sécurisés de 52,4 à 100 millions € en 2024
- la dotation de subventions exceptionnelles pour soutenir les communes en difficultés est reconduite au même niveau que 2023, soit 10 millions €
- le PLF crée une dotation de 5 millions € pour le plan national contre les violences aux élus.

- **Mesures en faveur de la planification écologique**

Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards € en crédits de paiement est proposée dans le PLF 2024. Elle couvre tous les secteurs d'activité et acteurs afin de soutenir les principaux leviers de planification écologique :

- la rénovation des bâtiments et logements : + 0,8 milliard €
- la décarbonation des mobilités : + 1,4 milliard €
- la préservation des ressources : + 1,2 milliard €
- la transition énergétique : + 1,1 milliard €
- la compétitivité verte : + 1,7 milliard €
- le fonds vert en faveur des collectivités, avec le verdissement des dotations de soutien à l'investissement local pour les inciter à orienter leurs investissements en faveur de la planification écologique : + 0,8 milliard €

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local**

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI se stabilisent à 1,8 milliard € pour 2024 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : **1 046** millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : **570** millions €
- dotation politique de la ville (DPV) : **150** millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est renouvelée au même niveau que l'année passée à 212 millions €.

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. Engagé lors de la LFI pour 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR et de 25 % pour la DSID.

Ainsi, la part consacrée à la transition écologique atteindra 0,5 milliard € en 2024, soit 25 % de ces dotations.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

• Prélèvements opérés sur les recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales en 2024

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (83 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (43 %).

Les PSR s'élèvent à 44,8 milliards € en 2024, en légère baisse par rapport à la LFI 2023 mais uniquement en raison de mesures exceptionnelles non reconduites ou réduites, telles que :

- la non-reconduction des 430 millions € versés en soutien exceptionnel aux communes et groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique
- la diminution du soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités face à la croissance des prix de l'énergie qui est passé de 1,5 milliard € à 400 millions € dans le PLF 2024.

Si l'on exclut ces mesures, les PSR progressent de 782 millions €, notamment grâce à la DGF, au FCTVA et au nouveau prélèvement pour compenser la réforme sur la taxe des logements vacants des communes et EPCI.

A périmètre courant – en milliers €	PLF 2024	LFI 2023	Evolution PLF 2024 / LFI 2023
Dotations globales de fonctionnement (DGF)	27 145 046	26 931 362	0,8%
Dotations spéciales pour le logement des instituteurs (DSI)	4 753	5 274	-9,9%
Dotations de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	30 000	50 000	-40,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	7 104 000	6 700 000	6,0%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	664 115	628 110	5,7%
Dotations élu local (DEL)	108 906	108 506	0,4%
Collectivité de Corse	42 947	42 947	0,0%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	431 738	433 823	-0,5%
Dotations départementales d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotations régionales d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 820 215	2 875 214	-1,9%
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE)	378 004	378 004	0,0%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	272 278	284 278	-4,2%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	48 021	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	90 552	90 552	0,0%
Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	4 016 620	3 825 352	5,0%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE	3 000	1 000	200,0%
Soutien exceptionnel 2022 pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	430 000	-100,0%
Soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	400 000	1 500 000	-73,3%
Compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la TH sur les logements vacants	24 700	0	-
TOTAL	44 842 465	45 590 013	-1,6%

Source : PLF 2024

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Une DGF en légère hausse, centrée sur la péréquation**

La DGF 2024 est fixée à 27,1 milliards €.

Elle est abondée de 220 millions € en 2024, dont 190 millions € concentrés sur les dotations de péréquation des communes réparties comme suit :

- 100 millions € pour la Dotation de solidarité rurale
- 90 millions € pour la Dotation de solidarité urbaine

Les 30 millions € restants comptent pour un tiers dans l'abondement de la dotation d'intercommunalité, composante péréquatrice de la DGF perçue par les EPCI à fiscalité propre. En effet, 60 millions € supplémentaires viendront s'ajouter à la dotation d'intercommunalité par écrêtement de la dotation de compensation de la DGF des EPCI.

- **Une minoration des variables d'ajustement**

Le PLF prévoit une minoration de 67 millions € des variables d'ajustement, supportée en 2024 par l'ensemble des niveaux de collectivités, contrairement aux années précédentes où le bloc communal était épargné.

Les montants individuels seront calculés au prorata des recettes réelles de fonctionnement comme les années passées.

en millions €		Montants 2024
Fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)		
Bloc communal		-12
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		
Communes		-13
EPCI à fiscalité propre		-14
Départements		-10
Régions		-30
TOTAL		-67

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Compensation des pertes de recettes liées à la réforme de la taxe sur les logements vacants (TLV)**

La taxe sur les logements vacants, perçue par l'Etat, est instaurée dans les agglomérations où les tensions immobilières sont les plus fortes. Elle s'applique dans les communes (de ces agglomérations) appartenant à des zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants, où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements.

En outre, les communes où est applicable la TLV peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part leur revenant de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale (THRS).

Les communes hors du périmètre d'application de la TLV peuvent, quant à elles, instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Il en va de même pour les EPCI à fiscalité propre lorsqu'ils ont adopté un programme local de l'habitat (PLH).

La loi de finances pour 2023 a élargi le champ d'application de la TLV aux communes confrontées à une pénurie de logements disponibles pour l'habitation principale mais n'appartenant pas à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants. Cette évolution a pour effet d'augmenter le périmètre des communes concernées par la TLV à 3 693 communes contre 1 140 auparavant. L'intégration de nouvelles communes et EPCI dans ce périmètre entraîne la perte du produit de la THLV pour ceux qui l'avaient instauré sur leur territoire. L'éventuelle majoration de THRS décidée par certaines communes ne serait pas suffisante pour compenser intégralement cette perte de THLV.

Le PLF crée un nouveau prélèvement sur recettes de l'État de 24,7 millions € correspondant au montant de THLV perçu par les communes et EPCI afin de neutraliser les effets de la réforme de la TLV.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Augmentation du FCTVA**

Le montant du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) atteint 7,1 millions € pour 2024, soit une hausse de 6 %.

Cette évolution est due à l'augmentation tendancielle du fonds (+ 364 millions €), mais également à l'élargissement de l'assiette (+ 250 millions €). En effet, les dépenses d'aménagement des terrains vont redevenir éligibles au FCTVA, dépenses qui avaient été exclues des dépenses éligibles depuis le 1er janvier 2021. Pour l'État, cette disposition doit permettre « de soutenir notamment les opérations d'aménagement de terrains sportifs, à moins d'un an des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ou les opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels ».

- **Ajustement des indicateurs financiers des collectivités**

Le PLF revoit les modalités de calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations suite à la réforme fiscale de 2021 pour les départements et à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à compter de 2023 pour les collectivités.

La loi de finances 2023 a supprimé la CVAE qui était perçue à 53 % par le bloc communal et à 47 % par les départements, et compense ces collectivités par une fraction de TVA. Cette dernière sera alors prise en compte, en lieu et place de la CVAE, dans le calcul des potentiels fiscaux et financiers des communes, EPCI et départements, ainsi que dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale (CIF) pour les EPCI.

Lors de la réforme fiscale 2021 transférant la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des départements aux communes, la loi de finances 2022 avait institué un coefficient pour corriger les effets de ce transfert sur le calcul du potentiel fiscal des départements. Le PLF 2024 supprime ce coefficient et pour en limiter les effets sur le potentiel fiscal des départements, il va pondérer la fraction de TVA par un indice synthétique représentatif des ressources du département. Une fraction de correction est introduite pendant 3 ans afin de lisser dans le temps les évolutions liées à ce nouveau mode de calcul.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Par ailleurs, le dernier taux de TFPB (celui de 2020) qui entre dans la répartition du fonds de péréquation des DMTO* va progressivement diminuer entre 2024 et 2026, et disparaître en 2027 au profit d'un indice synthétique basé sur le potentiel financier et le revenu par habitant du département.

Par ailleurs, les valeurs locatives servant notamment de base de calcul à la taxe foncière augmentera au minimum de 3,9% en 2024 (pour rappel : 3,4% en 2022 et +7,1% en 2023), Cette revalorisation de cette base par l'administration fiscale se justifie par l'inflation.

- **Ajustement de la répartition des dotations de péréquations communales**

Le PLF modifie les critères d'éligibilité à la fraction cible de la dotation de solidarité rurale (DSR). Cette fraction est attribuée aux 10 000 premières communes classées selon un indice synthétique composé du potentiel financier par habitant (70 %) et du revenu par habitant (30 %). Pour les petites communes, le revenu par habitant peut fluctuer fortement en fonction des arrivées ou départs de population.

Le PLF propose de prendre en compte le revenu par habitant, non pas du dernier exercice, mais la moyenne des 3 derniers exercices, ce qui réduirait de 15 % le nombre de communes entrant ou sortant de l'éligibilité à la fraction cible de DSR.

De plus, concernant la dotation nationale de péréquation (DNP), le PLF prévoit une garantie de sortie pour les communes perdant leur éligibilité à la part « majoration » de la DNP, pour ainsi lisser dans le temps les baisses de DGF des communes concernées. Le montant garanti serait égal à la moitié de ce que la commune percevait l'année précédente.

Enfin, le coefficient de majoration démographique (fixé à 63 %) utilisé dans le calcul de la quote-part de dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM), et mis en place en 2020, est pérennisé par le PLF 2024.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Réforme de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales**

Afin de compenser les charges spécifiques résultant de la désignation d'un site « Natura 2000 » sur tout ou partie du territoire d'une commune, la dotation « Natura 2000 » a été créée par la LFI 2019. Cette dernière a par la suite fait l'objet d'évolutions successives, avec un élargissement de son périmètre, afin de renforcer le mouvement de verdissement des concours financiers de l'État, pour devenir, en 2022, la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales. Dans cette perspective, une quatrième fraction « parcs naturels régionaux » (PNR) a vu le jour dans la LFI 2022 élargissant le périmètre des bénéficiaires aux communes membres d'un PNR.

Afin d'accroître le soutien de l'État en faveur de la valorisation des aménités rurales et d'être en cohérence avec les objectifs poursuivis par la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP) 2030, le PLF revoit le périmètre d'éligibilité et augmente l'enveloppe à 100 millions € pour 2024 (41,6 millions € en 2023). Ainsi seront éligibles les communes rurales dont une partie significative de leur territoire comprend une aire protégée ou jouxte une aire protégée marine.

La dotation sera répartie entre les communes éligibles en fonction de leur population, et de la superficie de leur territoire couvert par une aire protégée.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Rétrocession aux collectivités du produit des amendes « zones à faibles émissions »**

Une zone à faibles émissions (ZFE) est une zone comportant des voies routières où la circulation des véhicules les plus polluants est restreinte selon des modalités spécifiques définies par la collectivité dans l'objectif de réduire les émissions de polluants atmosphériques et d'améliorer la qualité de l'air locale.

La mise en place d'une ZFE est obligatoire selon un calendrier progressif de sortie des véhicules les plus polluants uniquement pour les agglomérations dépassant régulièrement les valeurs réglementaires de qualité de l'air : interdiction des automobiles Crit'Air 5 et non classés au plus tard le 1er janvier 2023 ; Crit'Air 4 au plus tard le 1er janvier 2024 et Crit'Air 3 au plus tard le 1er janvier 2025.

Le PLF prévoit qu'à compter du 1er janvier 2025 le produit de ces amendes sera affecté aux communes et EPCI ayant instauré une ZFE, déduction faite de la quote-part de ce produit affectée à l'agence nationale de traitement automatisé des infractions.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires (FSDAP)**

Le fonds de soutien au développement des activités périscolaires a été créé en 2013 lors de la réforme des rythmes scolaires, afin de soutenir financièrement les collectivités dans la mise en place d'activités périscolaires sportives, artistiques et culturelles.

Depuis son instauration, le nombre de communes bénéficiaires a diminué de 90 %, du fait du retour à la semaine scolaire de 4 jours pour un grand nombre d'entre elles, passant le montant du fonds de 380 millions € en 2013 à 40 millions € en 2021.

Le PLF prévoit de supprimer ce fonds au 1er septembre 2024.

***Amendement :** La suppression du fonds est reportée d'un an et sera effective pour la rentrée scolaire 2025-2026.*

- **Réforme de la dotation élu local (DEL)**

La dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (ou DEL) est réservée aux petites communes rurales (moins de 1 000 habitants et moins de 5 000 habitants pour l'outre-mer) pour compenser les dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Le PLF prévoit d'étendre la prise en charge des frais liés à la protection fonctionnelle des élus locaux à l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants (au lieu de 3 500 habitants aujourd'hui).

Pour ce faire, la DEL est abondée de 400 000 € pour s'établir à 108,9 millions € pour 2024.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Modalités de répartition de la dotation pour les titres sécurisés (DTS)**

Pendant la crise sanitaire, les demandes de passeports et de cartes nationales d'identité ont été mises à l'arrêt. Depuis, les nombreuses demandes saturent le service et augmentent les délais de délivrance.

Pour réduire ces délais, l'État abonde la DTS jusqu'à 100 millions € en 2024 afin d'accompagner les communes équipées de stations d'enregistrement.

De plus, la répartition de la DTS est modifiée. Celle-ci était composée d'une part forfaitaire de 9 000 € par station d'enregistrement et d'une part variable fonction du nombre des demandes enregistrées.

Le PLF propose de répartir, à compter du 1er janvier 2024, cette dotation en fonction:

- du nombre de stations d'enregistrements
- du nombre de ces demandes enregistrées au cours de l'année précédente
- de l'utilisation d'une plateforme de prise de rendez-vous en ligne.

Amendement : Les certifications d'identité électronique nécessaires pour le déploiement de l'identité numérique entreront dans le droit au versement de la DTS.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

• Aménagement de la fiscalité des logements sociaux

Afin d'inciter à la rénovation lourde des logements sociaux, le gouvernement propose d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements sociaux ayant fait l'objet d'une importante rénovation au même titre que les programmes neufs de logements sociaux.

L'exonération de 15 ans commence l'année suivant l'année d'achèvement des travaux.

Pour bénéficier de cette exonération, plusieurs critères sont à respecter :

- Un représentant de l'État dans le département délivre un agrément à partir du 1^{er} janvier.
- La construction de ces logements date de plus de 40 ans au moment du dépôt de la demande d'agrément.
- À la construction, ces logements ont bénéficié d'un prêt réglementé ou ils bénéficient d'une convention à l'aide personnalisée du logement depuis leur construction.
- Les travaux permettent une nette amélioration du classement du logement en termes de performance énergétique et environnementale ; passant d'un classement « F » ou « G » à « B » ou « A ». Pour les logements situés en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte ou La Réunion, le classement attendu sera fixé par décret.
- Les travaux permettent aux logements de respecter des normes d'accessibilité, de qualité sanitaire (réseau d'eau, qualité air intérieur, ...) ou de sécurité d'usage (ascenseur, électricité, gaz, ...).

L'exonération sera portée à 25 ans si la demande d'agrément est réalisée entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Aménagement de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

La loi de finances pour 2021 avait initié l'allégement de l'imposition des entreprises françaises afin de soutenir leur compétitivité, notamment en divisant par deux le taux de CVAE.

La loi de finances pour 2023 a été plus loin en supprimant progressivement la CVAE pour les entreprises (taux 2023 réduit puis suppression complète en 2024). Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE est effective dès 2023 et compensée par une fraction de TVA nationale, la part de CVAE perçue à partir de 2023 étant affectée au budget de l'État.

Cet article n'impacte pas les collectivités puisqu'il ne propose pas de retour arrière sur l'affectation de la CVAE au budget de l'État.

La proposition faite dans cet article impacte les entreprises car la suppression de la CVAE serait plus progressive que prévu : le taux 2024 sera de 0,28%, puis 0,19% en 2025, 0,09% en 2026, pour une suppression totale en 2027.

De plus, il est proposé de supprimer la CVAE minimum, permettant ainsi aux entreprises de ne payer de CVAE si le montant de la cotisation est inférieur à 63€.

Enfin, le plafonnement de la contribution économique territoriale (contribution foncière des entreprises (CFE) + CVAE) est adapté aux modifications de taux de la CVAE. Ainsi, il diminue aussi plus progressivement pour ne porter sur la CFE qu'à partir de 2027. En cas de dépassement de plafonnement, l'entreprise peut demander un dégrèvement de CFE.

Amendement : Cet amendement corrige l'absence d'une compensation plancher pour les départements : ils ne peuvent pas recevoir une compensation de la suppression de la CVAE inférieure au calcul de cette compensation la 1^{ère} année.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Amendements : nouveaux articles**

Exonération des fondations et associations :

Cet amendement offre la possibilité aux communes et intercommunalités à fiscalité propre de créer une exonération, sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, en faveur des fondations et associations reconnues d'utilité publique et celles d'intérêt général pouvant percevoir des dons éligibles à la réduction d'impôt sur le revenu au titre du mécénat.

Il est précisé que cette mesure ne fait pas l'objet d'une compensation par l'État.

Règles de lien entre les taux :

Cet amendement propose d'assouplir les règles de lien entre les taux pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS).

Il supprime le lien avec le taux de la taxe foncière sur les propriétaires bâties :

- *pour les communes, si le taux de THRS est inférieur à un plafond de 75 % du taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente et si la hausse est limitée à 5 % de ce plafond.*
- *pour les EPCI à fiscalité propre, si le taux de THRS est inférieur à un plafond de 75 % du taux moyen national constaté dans les EPCI de sa catégorie l'année précédente et si la hausse est limitée à 5 %.*

Performance énergétique :

Afin d'améliorer la performance énergétique des logements, cet amendement prévoit des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties :

- *sont éligibles les logements anciens (de plus de 10 ans) du fait de travaux de rénovation (supérieurs à 10 000 € sur une année ou 15 000 € sur les 3 dernières années), cette exonération s'applique pendant 3 ans maximum.*
- *sont éligibles les logements neufs dont le niveau de performance énergétique est supérieur à celui imposé par la législation. Cette exonération est comprise entre 5 et 15 ans.*

Une délibération peut être prise par la commune ou l'EPCI à fiscalité propre pour supprimer ou limiter ces exonérations prévues de droit.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Adaptation des tarifs d'accise sur les énergies et prolongation temporaire du bouclier tarifaire sur l'électricité et modification des conditions d'établissement des tarifs réglementés de vente de l'électricité**

Le « bouclier tarifaire » mis en place à compter du 1er février 2022 prévoyait une limitation de 4 % de la hausse des tarifs réglementés de l'électricité pour l'année 2022, puis une hausse limitée en moyenne à 15 % à partir du 1er février 2023 et à 10 % à partir du 1er août 2023.

La proposition porte sur la prolongation de ce bouclier pour l'année 2024. Si les tarifs réglementés de l'électricité en 2024 dépassent ceux du 31 décembre 2023, alors l'État peut fixer leur niveau à un niveau inférieur aux tarifs de la réglementation en vigueur.

Le « bouclier tarifaire » s'applique aux petites collectivités éligibles aux tarifs réglementés de vente de l'électricité, c'est-à-dire qui ont :

- moins de 10 équivalents temps plein (ETP)
- des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions €
- un contrat d'électricité d'une puissance inférieure à 36 Kva

Ces pertes de recettes pour les fournisseurs d'électricité sont compensées par l'État.

De plus, pour accompagner le « bouclier tarifaire », la loi de finances pour 2023 avait placé le tarif d'accise sur l'électricité aux niveaux minimum permis par le droit européen jusqu'au 31 janvier 2024. Il est proposé ici de maintenir ce niveau jusqu'au 31 janvier 2025.

Amendement : *Il offre la possibilité de prolonger le dispositif d'amortisseur électricité en 2024, la liste d'éligibilité ainsi que les conditions (part prise en charge par l'État et seuil de tarif) seront connues ultérieurement par voie réglementaire.*

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Réforme des redevances des agences de l'eau**

Cet article propose de réformer les redevances des agences de l'eau à compter du 1er janvier 2025, avec pour objectif d'augmenter leurs ressources pour financer les mesures du « plan eau » annoncé le 30 mars 2023 par le président de la République (53 mesures pour répondre aux enjeux de sobriété des usages, de qualité et disponibilité de la ressource).

Cette réforme contient plusieurs volets (instauration du principe « pollueur-payeur », ...) dont un qui concerne les communes ou les groupements : le remplacement de la redevance « Modernisation des réseaux de collecte » payée par les usagers par deux redevances payées par la commune ou le groupement compétent.

Redevance « Performance des réseaux d'eau potable »

Elle est due par la commune ou le groupement compétent en matière de distribution d'eau potable.

L'assiette est fonction du volume d'eau facturé, si ce volume n'est pas mesuré alors il sera appliqué un forfait par habitant compris entre 50 et 70 m³.

Pour obtenir le tarif de la redevance, cette assiette sera multipliée par le tarif déterminé par l'agence de l'eau (maximum 0,5 €/ m³) et par un indice déterminé par l'agence de l'eau lié à des coefficients portant sur l'état du réseau (fuite, action pour améliorer ou pérenniser sa performance).

Redevance « Performance des systèmes d'assainissement collectif »

Elle est due par la commune ou le groupement compétent en matière d'assainissement des eaux usées, uniquement pour les systèmes d'assainissement collectif dont la charge brute de pollution organique est supérieure ou égale à 20 équivalent habitants (EH*).

L'assiette est fonction du volume d'eau pris en compte pour le calcul de la redevance assainissement, si ce volume n'est pas mesuré alors il sera appliqué un forfait par habitant compris entre 50 et 70 m³.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Pour obtenir le tarif de la redevance, cette assiette sera multipliée par le tarif déterminé par l'agence de l'eau (maximum 0,5 €/m³) et par un indice déterminé par l'agence de l'eau lié à des coefficients portant sur les charges entrantes en demande chimique en oxygène et sur l'autosurveillance, la conformité réglementaire, l'efficacité.

Les recettes prévisionnelles de ces 2 redevances, indexées sur l'inflation, ne doivent pas être supérieures à 50 % des recettes prévisionnelles de la redevance sur la consommation d'eau potable, ainsi si nécessaire le tarif devra être modulé pour respecter cette condition.

Amendement : *Pour calculer ces 2 redevances, le tarif déterminé par l'agence de l'eau n'est plus plafonné à 0,5 €/m³ mais à 1 €/m³*

- **Amendements : nouveaux articles**

Généralisation des budgets verts:

La budgétisation verte consiste en une évaluation tout au long du cycle budgétaire de l'impact sur l'environnement des dépenses budgétaires et fiscales. Depuis 2020, un rapport annexé au PLF présente celui du budget de l'État.

Plusieurs collectivités se sont également engagées dans cette démarche, convaincues par le fait que la budgétisation verte favorise la transition écologique dans leur collectivité. Cependant, pour pouvoir aller plus loin dans la démarche, les collectivités mettent en avant leur manque d'outils et de méthode.

Dette verte :

À partir de l'exercice 2024, les documents financiers des collectivités de plus de 3 500 habitants peuvent comporter une annexe nommée « État des engagements financiers concourant à la transition écologique ». Afin de favoriser les investissements visant des objectifs environnements de transition écologique, cet état mettra en lumière le montant et la part de cette dette dans l'endettement global.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Compte Financier Unique (CFU) :

Cet amendement prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour l'exercice 2026 (contre 2024 actuellement). De plus, il précise qu'une fois mis en œuvre le CFU se substitue de façon pérenne aux comptes administratif et de gestion.

Police de la publicité extérieure :

Dans le cadre de la « loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » du 22 août 2021, la compétence de la police de la publicité extérieure est transférée aux communes dès le 1^{er} janvier 2024 sous réserve d'une compensation financière des charges engendrées.

Cet amendement propose d'inscrire cette compensation dans le PLF.

Rénovation énergétique des logements sociaux :

Cet amendement met en place un fonds d'1,2 milliard € sur trois ans pour accompagner les bailleurs sociaux dans la rénovation énergétique des logements sociaux, 440 millions € mobilisés dès 2024.

Eoliennes :

Les exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFBP) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) n'étaient pas applicables à toutes les éoliennes en fonction du type de mats (en béton ou métalliques).

Avec cet amendement, toutes les éoliennes y sont éligibles.

Principales données financières 2024

• Contexte macro-économique

Croissance France 1,4 %
Croissance Zone € 1,3 %
Inflation 2,6 %

• Administrations publiques

Croissance en volume de la dépense publique 0,5 %
Déficit public (% du PIB) 4,4 %
Dette publique (% du PIB) 109,7 %

• Collectivités locales

Transferts financiers de l'État 105,10 milliards €
• dont concours financiers de l'État 54,79 milliards €
• dont DGF 27,15 milliards €

• Point d'indice de la fonction publique (1er juillet 2023)

Valeur mensuelle = 4,92 €
Montant annuel (indice 100) = 5 907,34 €

Tableau 16 : Prélèvements obligatoires par sous-secteurs

En % du PIB, champ courant	2022	2023	2024
État	12,9 %	12,2 %	12,3 %
ODAC	0,7 %	0,7 %	0,7 %
APUL	6,6 %	6,3 %	6,3 %
ASSO	24,9 %	24,7 %	24,6 %
UE	0,3 %	0,3 %	0,2 %
Taux de prélèvements obligatoires	45,4 %	44,0 %	44,1 %
Taux de prélèvements obligatoires corrigé des effets du bouclier tarifaire	45,6 %	44,4 %	44,4 %

Tableau 17 : Évolution des prélèvements obligatoires

	2022	2023	2024
Croissance du PIB en valeur (1)	5,5 %	6,8 %	4,0 %
Évolution effective des prélèvements obligatoires (PO)	8,0 %	3,7 %	4,1 %
Évolution spontanée des PO (2)	8,7 %	4,0 %	4,2 %
Élasticité des PO au PIB (2) / (1)	1,6	0,6	1,1

Les hypothèses d'évolutions du Budget Principal pour 2024

- **A. Les recettes de fonctionnement**

- Fiscalité: Une augmentation de + 75K€ des produits des contributions de fiscalité directe locale (intégrant 3,9% de revalorisation légale des bases foncières liée à l'inflation mais n'intègre pas la hausse « mécanique » sur les bases physiques) pour un montant global de 2 025K€ (1 951K€ réalisé 2023).
- Taux de fiscalité communal inchangé conformément à nos engagements.
- Dotations et participations de l'Etat: une hypothèse de maintien du niveau de la dotation globale de fonctionnement La dotation de solidarité urbaine et fonds de péréquation seront également à minima maintenus au niveau de 2023. Ainsi le montant global s'élèvera à 531K€ comme en 2023.
- Un maintien des recettes tirées des droits de mutation à titre onéreux pour un montant global de 52K€ comme en 2023.
- Un maintien des recettes réalisées en 2023 au chapitre 70 (produits et services) proposé au BP 2024.
- En Synthèse, les recettes seraient en hausse de 4,4%.

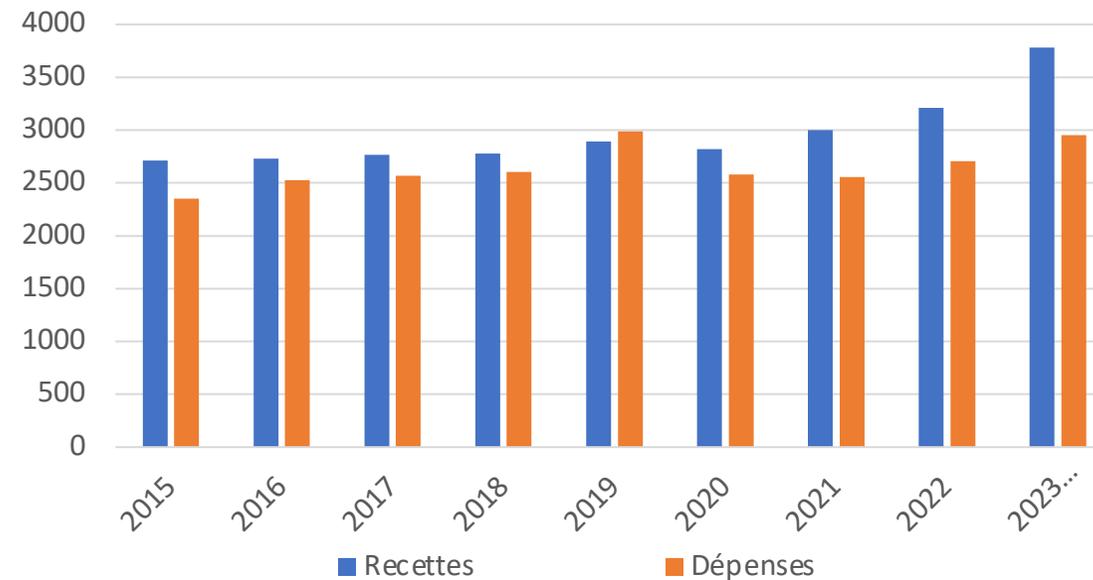
Les hypothèses d'évolutions du Budget Principal pour 2024

- **B. Les dépenses de fonctionnement au BP 2024 sont aussi en hausse de 6% par rapport à 2023.**
 - Les dépenses prévisionnelles de personnel qui représentent 51 % des dépenses réelles de fonctionnement, sont programmées à hauteur de 1,950M€ au BP 2024 contre 1,887M€ réalisé en 2023. Ce qui équivaut à un quasi-maintien qui s'explique par:
 - Les mesures gouvernementales avec l'augmentation potentielle du point d'indice en juillet 2023 (3,5%) à l'instar de 2022 et 2023, ainsi que des évolutions liées à la carrière des agents (avancements d'échelon)
 - Le maintien de l'enveloppe de 20K€ est à nouveau prévue pour l'application du complément indemnitaire annuel, prime destinée à valoriser l'engagement professionnels des agents.
 - Maintien de l'assurance statutaire.
 - L'enveloppe budgétaire des charges à caractère général est fixée à environ 1262K€ soit une hausse de +16%. Les principaux postes sont:
 - L'énergie: La commune n'est plus protégée par un contrat qui courrait jusqu'à fin 2023 sur la livraison de l'électricité qui stabilisait le prix pour 2023. Par conséquent, le poste budgétaire de l'électricité est majoré de 250% par rapport au réalisé 2023. Toutefois, des économies d'électricité devraient être réalisées avec l'installation de panneaux photovoltaïques (investissement budgétisé en 2023). L'étude révélait une économie de 20% sur la consommation totale communale.
 - Fournitures de petits équipements bâtiments et voirie en hausse compte tenu de l'inflation.

Les hypothèses d'évolutions du Budget Principal pour 2024

Les autres charges de gestion courante de l'ordre de 170K€ comprennent notamment:

- L'enveloppe des subventions aux associations à hauteur de 50K€ (dont 22K€ pour le CCAS).
- Les indemnités de fonction sont maintenues sur le réalisé 2023.
- Les charges financières stables par rapport à 2023 pour atteindre 17K€.



Les hypothèses d'évolutions du Budget Principal pour 2024

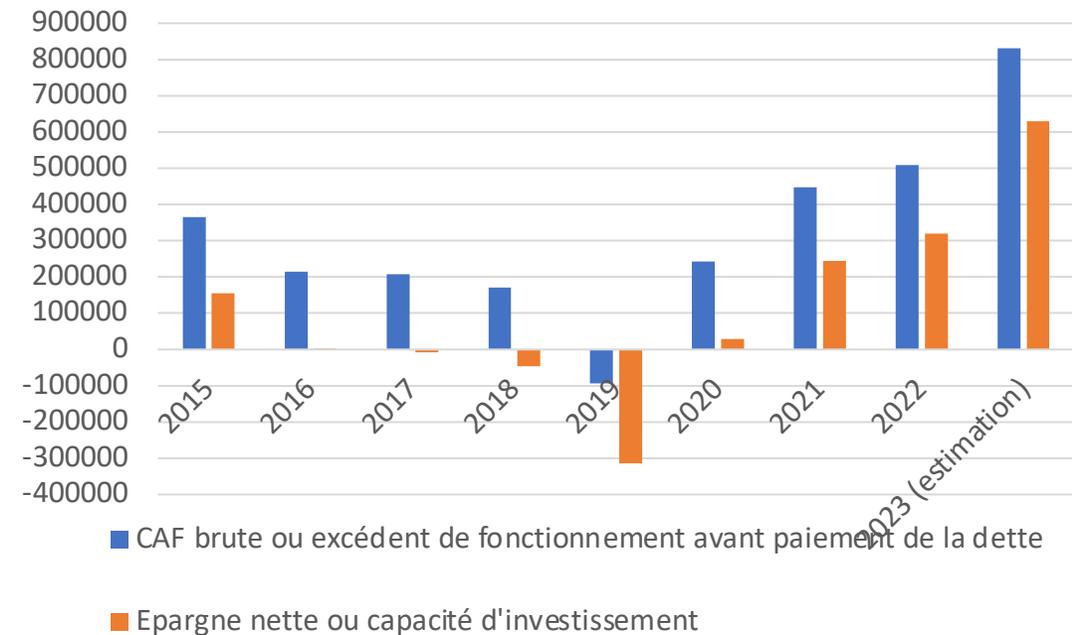
- **C. L'autofinancement ou excédent dégagé en 2024 sera vraisemblablement en recul par rapport à 2023.**

En conséquence de quoi le niveau d'autofinancement brut (amortissement + virement du fonctionnement) est budgétisé à 300K€ en 2024 contre 831K€ réalisé en 2023 (estimation).

Malgré ce recul, l'amortissement en capital de la dette sera largement assuré (201K€ en 2024).

Sur la base des ressources propres (FCTVA 50K€, Taxe d'aménagement 15K€ et excédent de fonctionnement 2023 902K€), le financement disponible pour l'investissement s'élèverait à 1 267K€ (en hausse de 25% par rapport au BP 2023).

Ces montants d'autofinancement net et de financement disponible, tels qu'ils pourront être présentés au budget primitif, résultent de l'optimisation de nos ressources, associée à nos efforts de gestion qui doivent être poursuivis et encore affinés au regard des besoins de la collectivité et des Ribocortins.



La situation de la dette

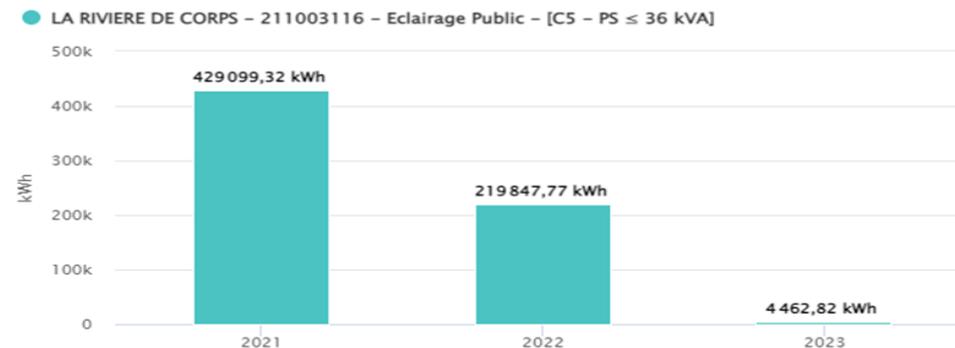
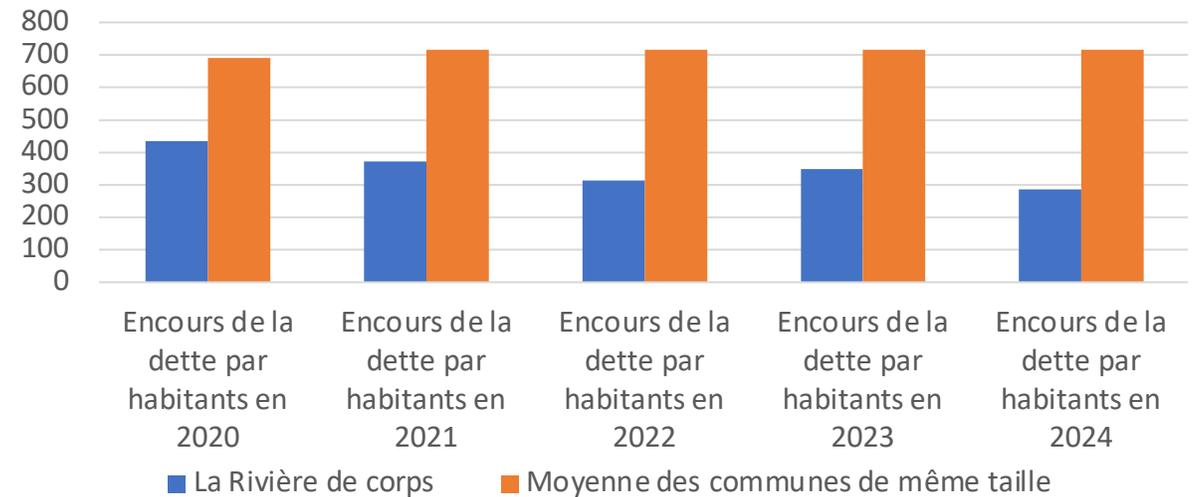
Au cours de l'année 2023, la commune aura encaissé :

- l'emprunt souscrit en février 2022 pour l'éclairage public en LED (361,4K€). Notons que la charge liée à cet emprunt 35K€/an s'autofinance avec l'économie d'énergie relative à cette technologie (voir l'impact sur la consommation en 2023).
- L'encours de la dette au 31 décembre 2023 s'élève à 1252K€. A noter que les prochaines tombées d'échéances seront en 2027 pour 62K€ d'annuités et en 2028 pour 100K€ d'annuités.

Depuis 2020, la commune a poursuivi une politique de désendettement tout en investissant.

L'encours de la dette en 2023 par rapport à l'épargne brute représente 1,81 années de désendettement (seuil d'alerte fixé à 15 années).

Pas d'impact sur le risque de remontée des taux puisque l'ensemble des prêts sont à taux fixe.



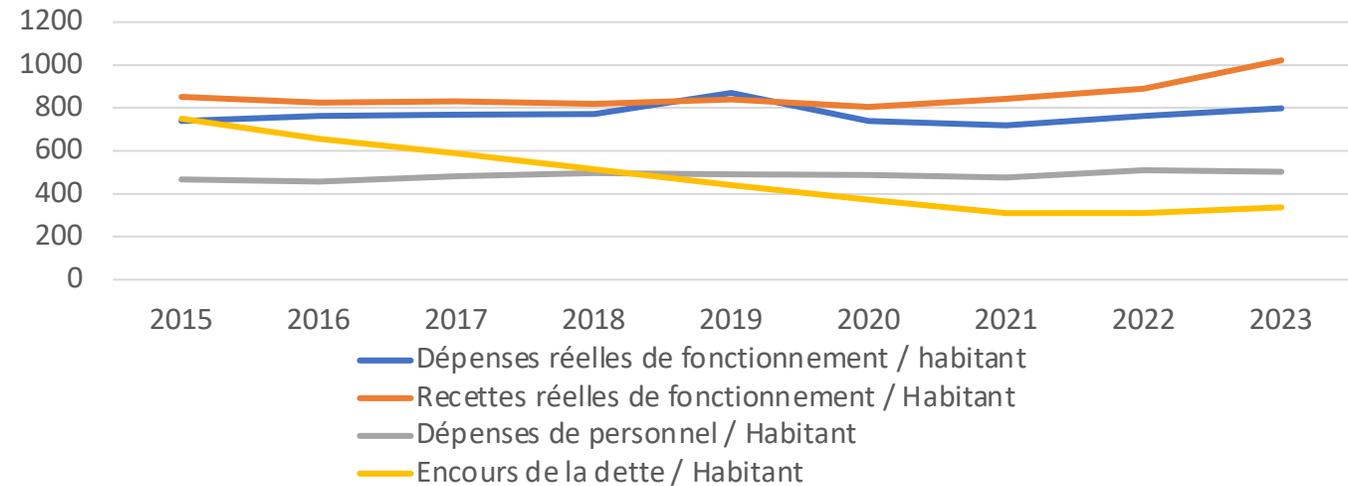
En synthèse

• Indicateurs financiers par habitants

Les dépenses de personnels restent maîtrisées.

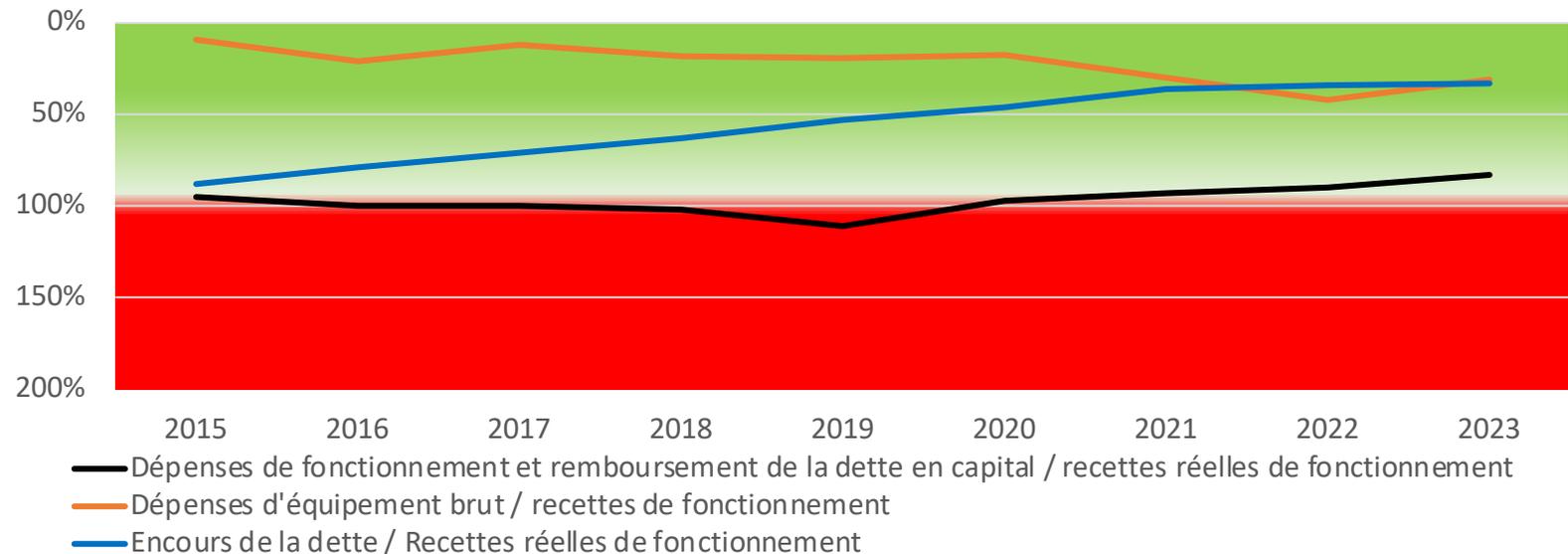
L'encours de la dette se stabilise à un niveau particulièrement faible.

L'écart entre les dépenses et les recettes de fonctionnement s'améliore depuis 2019 libérant ainsi une capacité d'investissement.



• Indicateurs financiers : ratios

Depuis 2019, la commune est à nouveau en capacité de rembourser la dette (courbe noire), permettant à la Rivière de Corps d'investir (courbe orange) sans pour autant endetter la commune (courbe bleue).



Perspectives en ressources humaines

- **A. Effectifs de la commune au 31/12/2023 :**

- 38 agents fonctionnaires (37 titulaires et 1 stagiaire)
- 7 agents contractuels de droit public (y compris les remplaçants)
- 4 contrats aidés (de droit privé)

- **B. Répartition des effectifs selon les catégories au 31/12/2023 :**

Les agents titulaires et l'agent stagiaire sont répartis dans les catégories suivantes :

- catégorie A : 2 agents
- catégorie B : 7 agents
- catégorie C : 29 agents

Pour les agents contractuels de droit public, la répartition est la suivante :

- catégorie B : 1 agent
- catégorie C : 6 agents

Perspectives en ressources humaines

• C. Evolution de la masse salariale / Elus

- La masse salariale devrait rester stable en 2024 pour s'établir à 1,9M€. Le BP2024 prévoit tout de même une augmentation de la masse salariale de 3.8% en prévision d'une éventuelle évolution de l'indice et d'éventuels changements de grade.
- Les indemnités des élus restera dans les montants définis par l'article 81 du code général des impôts pour les adjoints au Maire ainsi que pour le Maire. Notons que la municipalité a fait le choix depuis 2020 de limiter à 5 adjoints au lieu de 6 en vue de limiter au maximum les dépenses de fonctionnement sans pour autant négliger le bon fonctionnement de la commune.
- Politique des ressources humaines:
 - Conforter notre modèle de management collaboratif et faire de nos directeurs de pole des leaders inspirants et agiles.
 - Poursuivre la construction de parcours de formations individualisées en lien avec un projet professionnel.
 - Impliquer tous les employés dans des projets impactant leur quotidien et celui de nos administrés.
 - Renforcer la transversalité dans la gestion des projets.
 - Poursuivre la dynamique en matière de « qualité de vie globale » de nos employés au service de l'efficience de la commune.
 - Communiquer sur les réussites, développer les feed-back positifs et les marques de confiance.
 - Savoir valoriser les réussites des employés.
 - Communiquer efficacement aux administrés.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **Préambule : bilan de mi-mandat**

- **Gestion du Covid :**

- Aucune fermeture des services de mairie, cantine et périscolaire.
- Relance d'évènements (soumis à restrictions).
- Engagement et solidarité des agents et élus avec remplacements inter-services et gestion complexe des protocoles qui évoluaient parfois au jour le jour.

- **Travaux de rénovation énergétique :**

- Mise en place d'un programme de rénovation énergétique des bâtiments.
- Remplacement de tous les éclairages de la commune par des luminaires LED, qui ont permis une diminution de 60 % de la facture d'électricité, en anticipation de la crise énergétique.
- Remplacement des chaudières des bâtiments communaux par des modèles plus économes et réglables.
- Mise en place de pompes à chaleur en mairie et au Fun'Ados.
- Suivi régulier des consommations des fluides (électricité / eau / gaz)
- Projet d'isolation de bâtiments communaux (mairie, école, salles Lacaille et socioculturelle) en cours.

- **Révision du PLU :**

- Mise en conformité de notre Plan Local d'Urbanisme avec les textes réglementaires SCOT / SRADDET.
- Meilleure maîtrise de notre urbanisme, pour le maintien de la qualité de vie des Ribocortins.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **Aire de jeux et terrain multisport :**
 - Création d'une aire de jeux attendue par les familles depuis de nombreuses années, dans un cadre verdoyant et ombragé.
 - Mise en place d'un terrain multisport situé au complexe Lacaille.
- **Communication :**
 - Nouveau bulletin municipal.
 - Lancement d'une application mobile permettant d'informer la population en temps réel.
 - Lancement d'un tout nouveau site internet.
 - Mise en place d'un nouveau panneau lumineux au centre-bourg, et d'une borne interactive à l'entrée de la mairie.
 - Disponibilité et proximité des élus
 - Interrogation de la population sur différents sujets (espace intergénérationnel, projet de centre-bourg, PLU...) à travers différents supports (réunions publiques, questionnaires...)
- **Sécurité :**
 - Une Police Municipale active et davantage en proximité avec les habitants.
 - Mise en place d'une ligne directe
 - Évolution et modernisation des ressources de la Police Municipale (équipement, armement, nouveau véhicule...).
 - Synergie avec la Police Nationale (réunions publiques, Opérations Tranquillité Vacances..).
 - Partenariats avec les bailleurs sociaux.
 - Mise en place de caméras de sécurité supplémentaires pour sécuriser davantage le complexe Lacaille et ses abords au niveau de la rue Victor Hugo.
- **Espace intergénérationnel :**
 - Réaménagement des locaux de l'ancienne Poste, pour la mise en chantier et l'ouverture d'un espace intergénérationnel.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **Redonner vie à notre village :**

- Mise en place d'un marché au centre-bourg le dimanche matin.
- Remise en route du Marché de Noël dès 2021.
- Création d'une Fête du Village en complément de la Fête des Associations en 2022...
- ...Et d'une Fête de la Musique inaugurée en 2023.
- Retour de feux d'artifices – qui n'avaient plus eu lieu depuis 1989 – lors de ces événements.
- Label « Riboculture » : mise en place d'un programme culturel riche en manifestations variées (découverte du patrimoine par un Ribocortin passionné d'histoire, initiation à la danse, magie, soirée casino, cinéma en plein air...).
- Fêtes du centre de loisirs et de la crèche.
- Expositions sur le devoir de mémoire à l'issue de voyages jeunesse en Normandie.
- Mise en place de randonnées à vélo conviviales dans la commune.

- **Finances et fiscalité :**

- Budget maîtrisé malgré l'inflation (énergie, matières premières, cantine...).
- Maintien des taux d'imposition communaux.

- **Services pour les aînés :**

- Suivi téléphonique continu des personnes fragiles, au-delà de la crise sanitaire et des périodes climatiques sensibles.
- Visite des aînés avec les bénévoles Vies & Roses du dispositif Monalisa.
- Augmentation du bon de Noël annuel de 17 € à 20 €.
- Maintien du repas de Noël (délocalisé au restaurant Le Sarrail).
- Repas conviviaux du mercredi proposés au restaurant de la section hôtelière du lycée E. Herriot, ou à la cantine aux côtés des enfants.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **Restauration scolaire et accueil périscolaire :**
 - Maintien des tarifs malgré l'inflation.
 - Confection des repas de la crèche à la restauration scolaire.
 - Élargissement de la plage périscolaire (à 18h15 au lieu de 18h).
- **Travaux et aménagements communaux :**
 - Travaux de sécurité routière (chicanes, plateau surélevé, aménagement de panneaux stop...) pour limiter la vitesse sur les axes et intersections sensibles.
 - Rénovation de la salle du conseil municipal et des mariages.
 - Remplacement d'arbres le long de la rue Victor Hugo (face au lotissement).
- **Cadre de vie :**
 - Installation de bornes de propreté canine dans la commune.
 - Développement et entretien des aménagements fleuris dans la commune (plantations, décorations...).
 - Mise en place d'installations spéciales sur diverses thématiques (décorations de Noël, insectes géants pour sensibiliser les familles à la biodiversité, exposition extérieure sur les enjeux de l'eau...).
 - Une part croissante de vivaces et de plantes économes en eau pour un fleurissement plus durable
- **Associations :**
 - Rénovation du tennis et d'équipements du centre équestre.
 - Maintien de la gratuité des salles pour les associations Ribocortines.
 - Mise à disposition du service communication pour les associations qui souhaitent des conseils et/ou un appui en communication.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **A. La mise en œuvre du programme d'aménagement du centre bourg s'étalant sur trois années : engagements pluriannuels.**

Les dépenses d'investissements du Centre Bourg s'élèveraient à 3,8M€. Ces dépenses d'équipement marquent l'engagement de la collectivité en faveur d'un investissement sur les équipements publics conforme aux besoins et aux ambitions de la commune. Ce projet illustre pleinement notre volonté de renouveau de notre centre bourg permettant d'offrir à nos habitants un cadre sécurisé, verdoyant, dynamique pour nos commerçants et une diversité de voies douces répondant aux futures mobilités urbaines. Le renouveau urbain ne sera pas oublié par des opérations de voirie structurante comme des aménagements visant à réduire la vitesse et la création de pistes cyclables.

Année	Description	Dépenses	Recettes (subvention)	Autofinancement
2023	Etude/MOE/Permis	59 801€	39 867€	19 934€ Autofinancé BP 2023 + report 2023 250 000€ vente Maison Belaud
2024	Phase 1 (Jean Jaurès) et Mission MOE	1 742 835€	1 073 890€	418 944€ Autofinancé BP 2024
2025	Phase 2 (Allée Forestière) Mission MOE	1 066 564€	653 970€	251 166€ Autofinancé BP 2025 Fctva 2023: 9 810€ CT TVA: 566 395€
	Phase 3 (Victor Hugo)	569 445€	296 297€	
	Phase 4 (Carrefour Giry Rouard Buck)	354 750€	223 166€	
2026	MOE Phase AOR	1 167€	933€	Fctva 2024: 267 850€
2027				Fctva 2025: 288 735€
Total		3 794 562€	2 288 123€	566 395€ (FCTVA) 19 934€ financé BP 2023 418 944€ financé BP 2024 251 166€ financé BP 2025 250 000€ Vente maison Belaud

Les Orientations du Budget investissement pour 2024



Projection 3D du projet de réaménagement du centre-bourg

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **B. Un programme voirie, complémentaire à celui du centre bourg**

Programme orienté essentiellement sur le lotissement des résidences avec une priorisation sur les impasses Boniface, Bartholdi mais aussi la rue Marcel Cerdan : 110K€

- **C. Des opérations non individualisées :**

- Pour l'enfance (équipement pour la restauration scolaire, meuble pour la boîte à l'âtre, électroménagers pour la crèche, cabane à vélo, réaménagement centre, visiophone pour le club ado, mobiliers pour les classes d'école et poursuite des opérations d'insonorisation des classes: 70K€).
- Pour la sécurité: 26K€ pour défibrillateur et vidéo protection du centre bourg,
- Pour la cadre de vie et services techniques: 28K€ pour des aménagements d'entrée de ville, pots pour le fleurissement de la ville, matériels de Noël, aménagement salle du conseil (parquet),
- Réfection des cours, éclairage, accès PMR et grillages du complexe Tennis: 908K€
- Remplacement véhicule des services techniques: 30K€
- Réflexion toiture Boite à l'âtre: 21K€
- Réflexion toiture Lacaille (2^{ème} partie): 19K€
- Acquisition matériels informatiques: 6K€
- Matériels sportifs et tables pour salles des fêtes: 4K€
- Matériels pour l'administration générale (isoloirs, chaises de bureaux, aménagement poste de travail...): 13K€
- ...etc.

Les Orientations du Budget investissement pour 2024

- **D. Le financement des investissements par la mobilisation des ressources disponibles**
 - Le financement du centre bourg sera assuré par l'obtention de subvention (FEDER/Région/Département/TCM/DETR...) à hauteur de 80% soit 2,3M€, par le FCTVA soit 566K€, la vente de la maison Belaud 250K€ et par de l'autofinancement propre à hauteur de 690K€ réparti sur les 3 années de travaux (la commune dégage + de 500K€/an d'excédent de fonctionnement).
 - Le financement des opérations non individualisées sur 2024 seront financées par :
 - Le virement du fonctionnement et les amortissements: 300K€
 - Le FCTVA: 50K€
 - La taxe d'aménagement: 15K€
 - Les subventions prévues pour ces diverses opérations à hauteur de 562K€
 - Aucun emprunt MLT ne sera contracté par ces opérations. Bien entendu, ce non-recours à un emprunt sera ajusté en fonction des subventions octroyées par nos partenaires.

Quel Budget pourrait être proposé en 2024 ?

- Le budget de fonctionnement en € pour 2024 :

	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)	RECETTES DE FONCTIONNEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)
Administration générale	2 441K€	2 669K€
Réserve		290K€
Virement à la section investissement	300K€	
Communication/Informatique	80K€	1K€
Aménagement de l'espace / Développement Durable Et cadre de vie	77K€	
Politique familiale / Enfance / Petite Enfance	252K€	661K€
Sécurité	19K€	
Patrimoine voiries	497K€	111K€
Vie associative et sportive / Culture / Cérémonies Dont fêtes du village et marché de Noël	97K€	31K€
	Dont Subvention associations 28K€ et 22K€ au CCAS	
Total	3 763K€	3 763K€

Quel Budget pourrait être proposé en 2024 ?

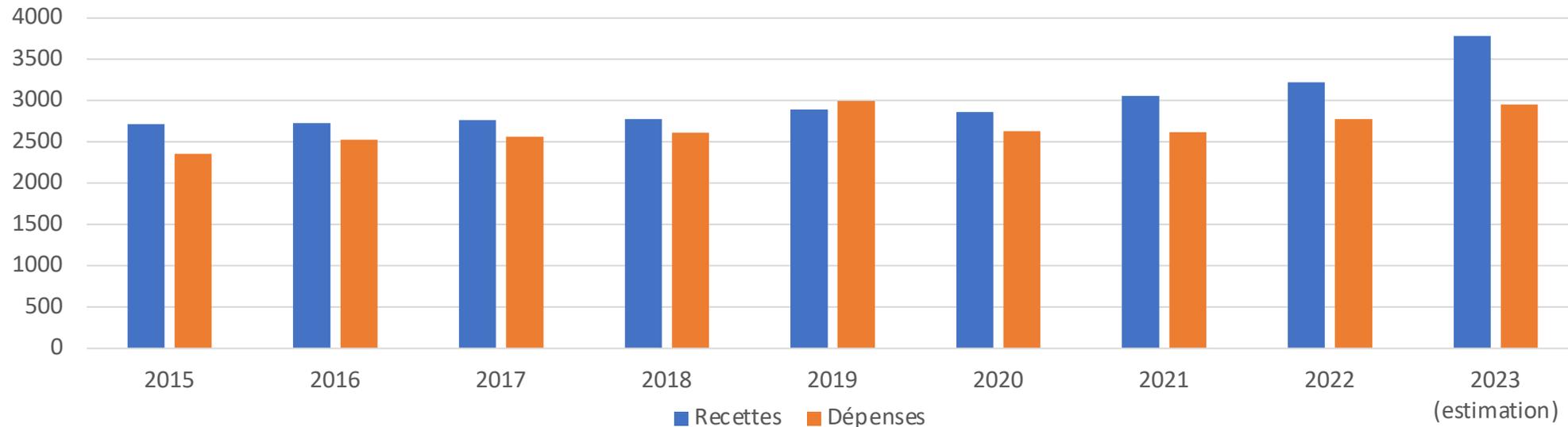
- Le budget d'investissement en € pour 2024 :

	DEPENSES DE D'INVESTISSEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)	RECETTES D'INVESTISSEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)
Administration générale et projet mandat	2 142K€	269K€ (dont reports 2023: 54K€) 1 058K€
	Dont remboursement des emprunts 201K€ Dont reports 2023: 197K€	
Excédent fonctionnement 2023 (estimation)		902K€
Virement de la section fonctionnement 2022		300K€
Aménagement de la l'espace / D.Durable	28K€	
Politique familiale / Enfance / Petite Enfance	30K€	5K€
Sécurité	27K€	12K€
Communication/Informatique	6K€	1K€
Patrimoine voiries	194K€	250K€
Vie associative et sportive	913K€	543K€
Total	3 340K€	3 340K€

Annexe : caractéristiques de la commune

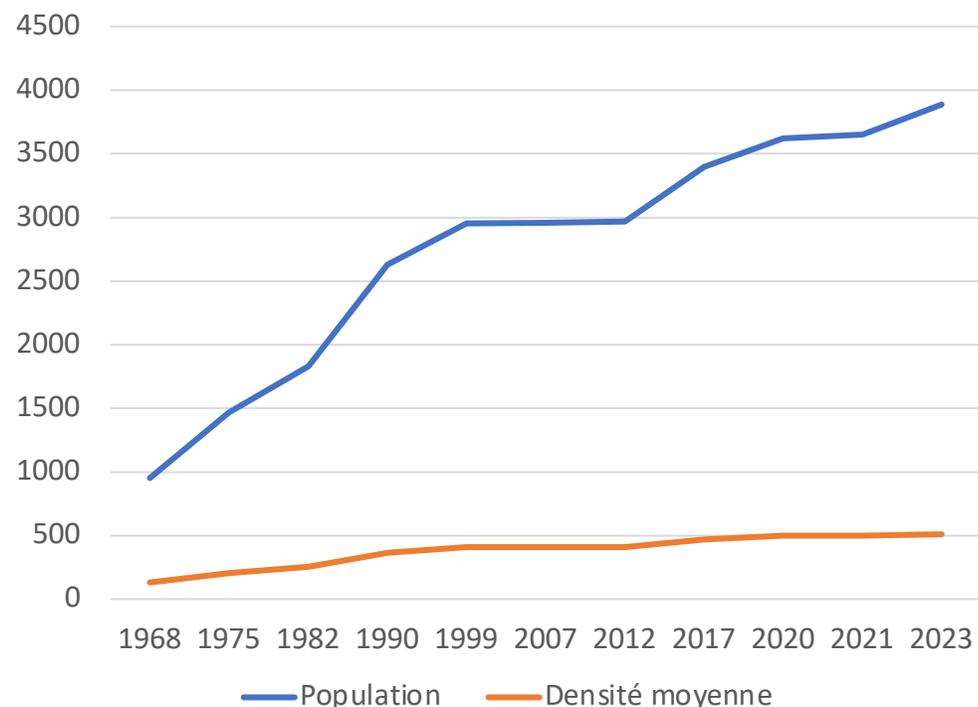
- Evolution des recettes et dépenses réelles de fonctionnement en K€

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (estimation)	Evolution entre 2019 et 2023
Dépenses réelles	2 353	2 526	2 566	2 606	2 988	2 577	2 553	2 704	2 952	-1,20%
Recettes réelles	2 713	2 731	2 765	2 777	2 894	2 819	3 001	3 212	3 783	+30,70
Excédent de fonctionnement avant remboursement de la dette	+360	+205	+199	+171	-94	+242	+448	+508	+831	+984% (+63% VS 2022)



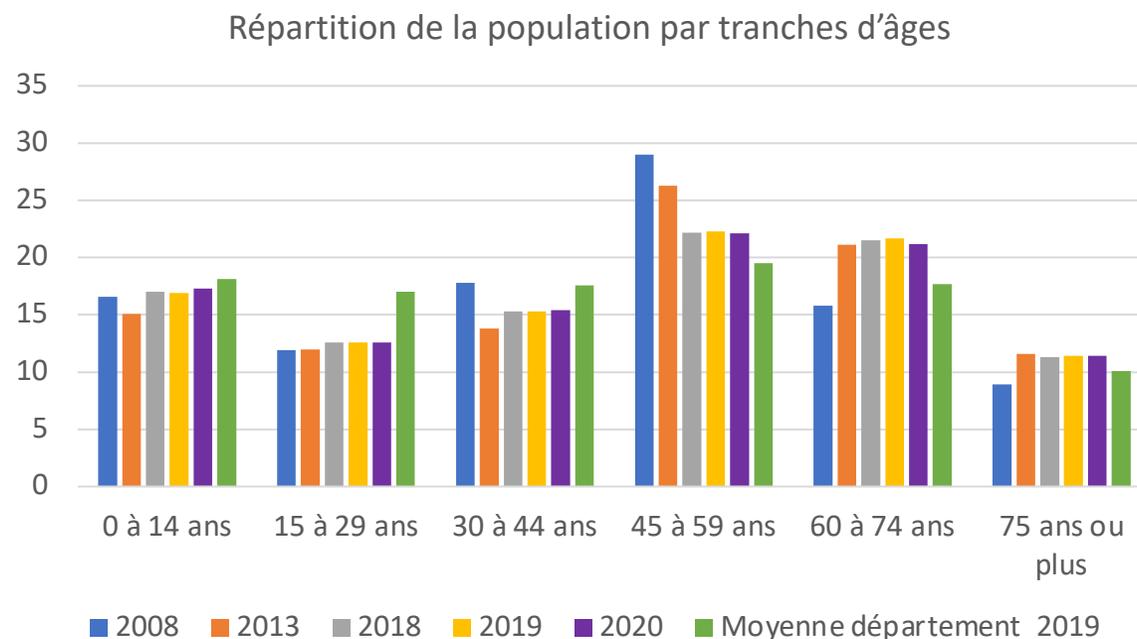
Annexe : caractéristiques de la commune

• La population



En 2023, La population est en augmentation de 31% par rapport à 2012. Alors qu'elle n'est en hausse que de 1,1% sur le département de l'Aube.

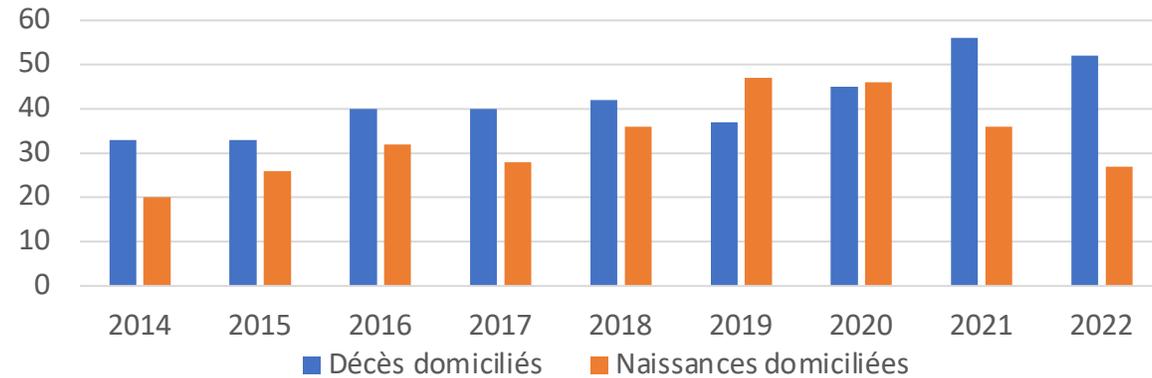
La répartition de notre population est 15% plus élevée par rapport au département dans la tranche 45 ans et plus.



La répartition de notre population est 15% plus élevée par rapport au département dans la tranche 45 ans et plus.

Annexe : caractéristiques de la commune

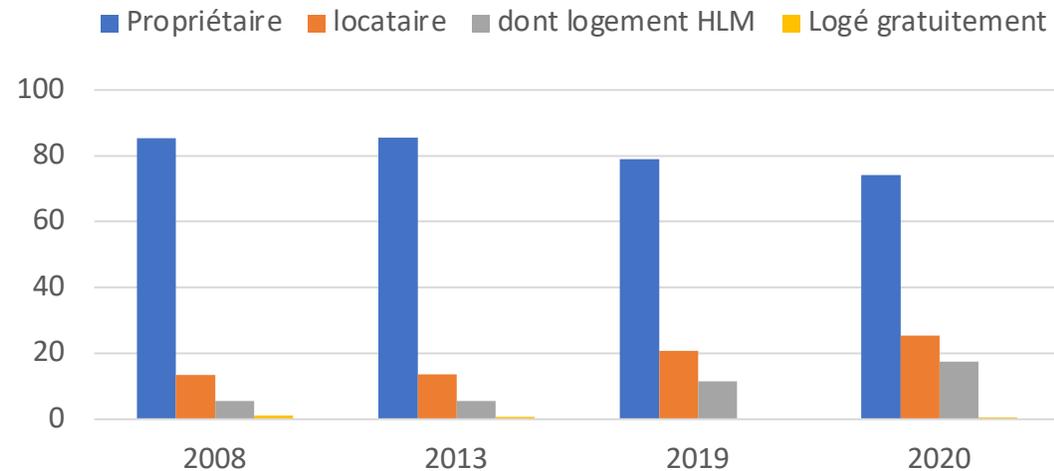
- **La population**



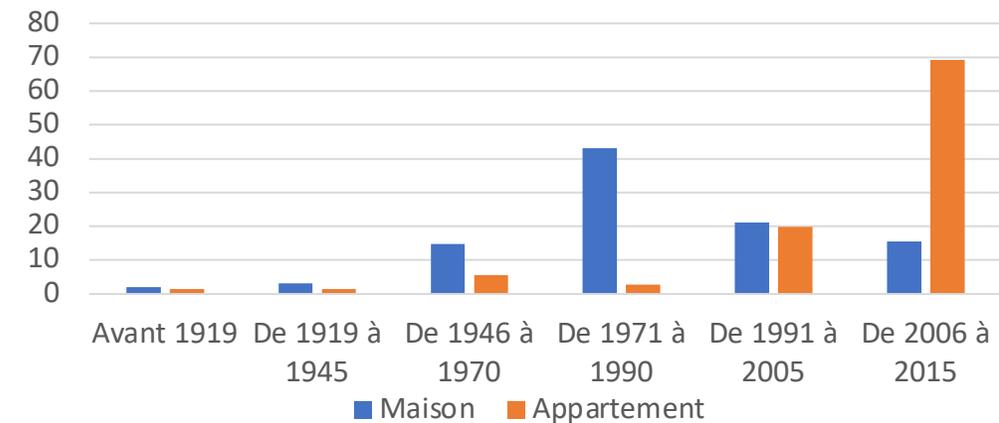
Entre 2021 et 2019, les décès sont en hausse de 51%
Entre 2021 et 2019, les naissances sont en baisse de 23%

Annexe : caractéristiques de la commune

74% sont propriétaires de leur logement, un chiffre supérieur à celui du département de 17%. Toutefois, les locataires sont en hausse significative de +12% entre 2008 et 2020 (dont HLM +12%), alors que sur le département la part des locataires reste stable ainsi que la part des logement HLM.



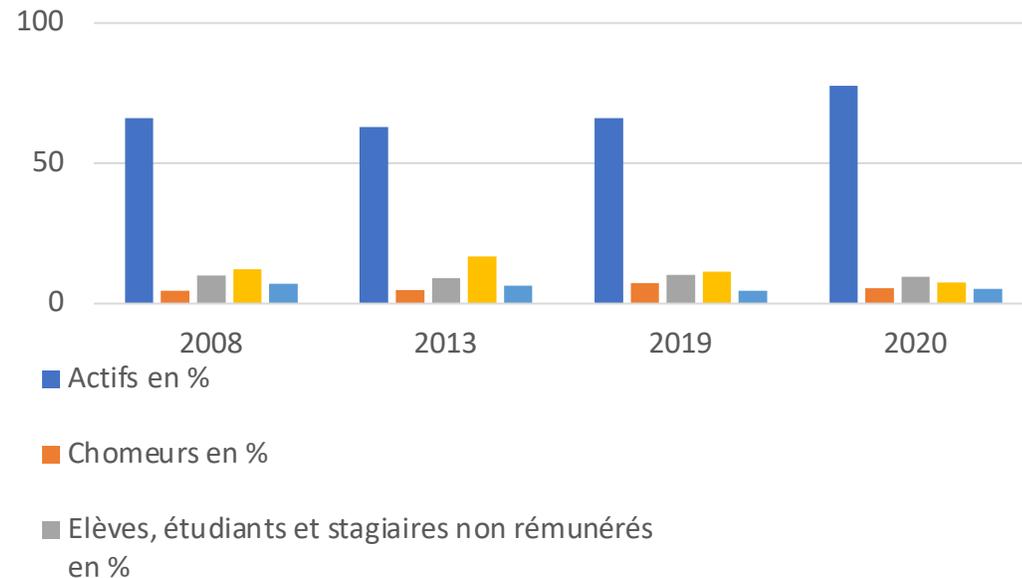
Résidences principales en 2020 selon la période d'achèvement



	Nombre de ménages	Parts des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement
Ensemble	1527	100	3557	4,8
Depuis moins de 2 ans	122	8	301	4,4
De 2 à 4 ans	309	20,3	875	4,4
De 5 à 9 ans	290	19	785	4,5
10 ans et plus	806	52,8	1595	5,1

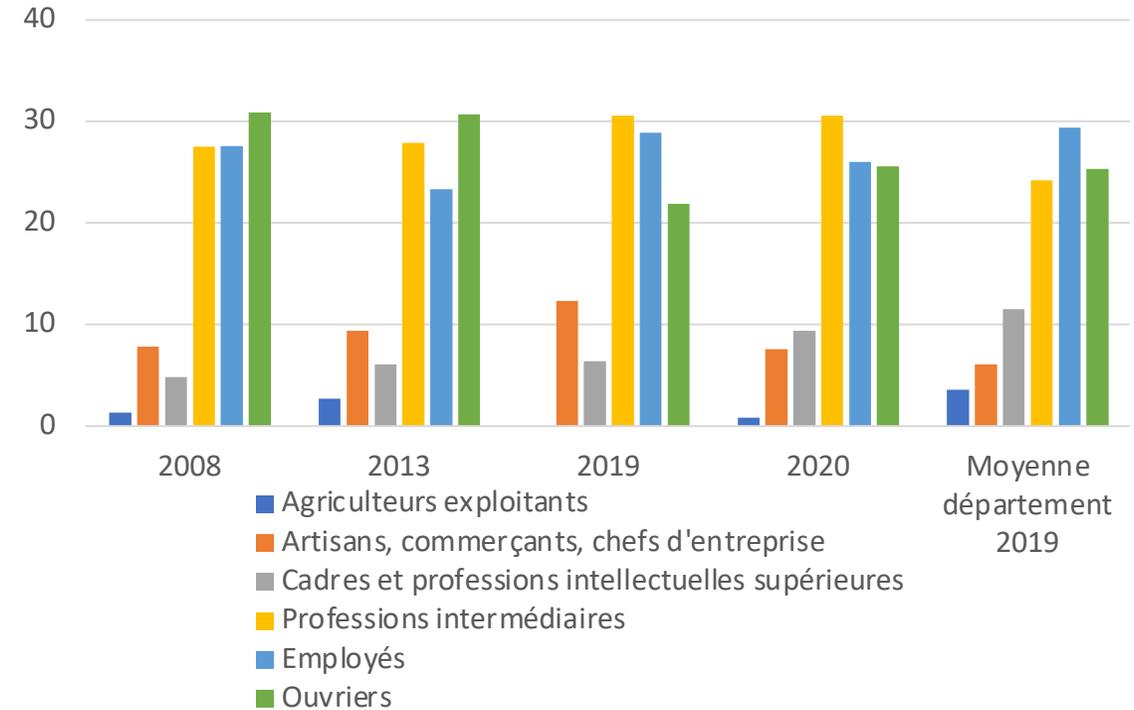
Annexe : caractéristiques de la commune

Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2020



Ecart de +5% pour les actifs, -4,4% pour les chômeurs, +4% de retraités par rapport au département de l'aube. Toutefois le taux de chômage entre 2019 et 2020 est en baisse de 2% sur la Rivière de Corps.

Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle en 2020



Entre 2019 et 2020, une baisse significative (-4,7%) de la catégorie socioprofessionnelle « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » au profit des cadres et ouvriers. Alors que sur le département: pas d'évolutions significatives.

Annexe : caractéristiques de la commune

	2018	2019	2020
Nombre de ménages fiscaux	1467	1521	1527
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	3561	3739	3727
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euro)	24160	23990	24500
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	62	66	60

*Entre 2019 et 2020, la part des ménages fiscaux imposés est en baisse de 6%. La médiane du revenu disponible est supérieure de 17% par rapport au département.
La part des ménages fiscaux imposés à la Rivière de Corps est supérieure de 15% par rapport au département.*

Annexe : caractéristiques de la commune

- Enfance

Répartition de nombre d'enfants par tranche pour l'année 2023											
Tranche	Ribocortins				Total	Non Ribocortins				Total	Total Général
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Non renseignée		Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Non renseignée		
Quotien familial	0 - 300	301 - 840	> 841			0 - 300	301 - 841	> 841			
Ecole Maternelle					126					5	131
Ecole Élémentaire					229					15	244
Periscolaire/restauration	2	65	140	62	269	0	6	17	6	29	298
Club Ados	0	15	46	15	76	0	1	3	7	11	87
Centre de Loisirs mercredi	0	38	90	31	159	0	4	7	3	14	173
Centre de Loisirs vacances	1	37	92	31	161	0	4	11	4	19	180

- Petite enfance

Répartition de nombre d'enfants par tranche pour l'année 2023											
Tranche	Ribocortins				Total	Non Ribocortins				Total	Total Général
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3			Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3			
Quotient familial	0 - 300	301 -840	> 840			0 - 300	301 - 840	> 840			
Nbre d'enfants	0	6	29		35	1	3	1		5	40